

Article 8: Si la société « ATTM » constate la disparition de tout ou partie des substances explosives du dépôt, elle doit en faire la déclaration, dans les 24 heures, auprès des autorités administratives les plus proches et de la Direction des Mines et de la Géologie.

Article 9 : La validité de la présente autorisation est de huit (8) mois à compter de sa date de délivrance.

Article 10: Cette autorisation porte le n° 179 du registre spécial tenu à la Direction des Mines et de la Géologie.

Article 11: Les Secrétaires Généraux des Ministères de la Défense Nationale, de l'Intérieur, du pétrole et des Mines ainsi que le Wali de Dakhlet Nouadhibou sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel.

Ministère de la Pêche

Actes Réglementaires

Arrêté n°2943 du 29 Novembre 2006 complétant les dispositions de l'arrêté R 082 du 20 septembre 1977 portant règlement d'exploitation et de police du Port Autonome de Nouadhibou

Article premier: Tout navire devant effectuer un séjour prolongé en rade du Port Autonome de Nouadhibou pour une réparation ou pour toute autre raison doit obligatoirement le signaler à l'autorité portuaire dès son entrée.

Le présent arrêté a pour objet compléter certaines dispositions de l'arrêté n°R 0082 du 20 septembre 1977 portant règlement

d'exploitation et de police Port Autonome de Nouadhibou.

Article 2: Pour les navires nationaux, tout stationnement prolongé en rade sera soumis aux conditions suivantes:

- Pour un séjour inférieur à un mois: le navire sera exempté de la taxe de stationnements;
- Pour un séjour de un (1) à six (6) mois: le navire paiera une taxe journalière équivalente à 10% du montant qu'il aurait du payer pour un accostage tel que prévu par la tertiarisation portuaire en vigueur du port Autonome de Nouadhibou;
- Pour un séjour supérieur à six (6) mois: Le navire doit obligatoirement quitter la rade et ne peut plus y être admis sans autorisation de la Direction Générale du Port.

Dans ce cas l'armateur ou son représentant prendra toutes les dispositions et sans délai supplémentaire pour enlever son navire du domaine du port.

En cas de refus ou de défaillance, l'administration portuaire le fera d'office et sans préjudice pour elle et aux frais de l'armateur.

Article 3: Pour les navires étrangers le stationnement prolongé en rade du port n'est autorisé que pour les navires disposant d'une police d'assurance prenant en compte la couverture des frais de l'enlèvement du navire si celui-ci coulait ou échouait

Article 4: Tous les navires séjournant en rade du port devront être munis d'un

certificat de navigabilité datant de moins de six mois.

Article 5: Le séjour prolongé dans la rade n'est autorisé que dans la zone de mouillage réservée à cet effet et définie ainsi qu'il suit:

- au sud de la latitude 20°53N
- à l'ouest de la longitude: 17°02W
- à l'est de la pointe de Cansado.

Le séjour prolongé dans une zone de la rade autre que celle-ci –dessus délimitée par l'autorité portuaire est soumis à l'autorisation préalable de la Direction Générale du Port.

Article 6: Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté.

Article 7: Le Secrétaire Général du Ministère des pêches et de l'Economie Maritime et le Directeur Générale du Port Autonome de Nouadhibou sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au journal officiel de la République Islamique de Mauritanie.

Arrêté n° 2401 du 10 octobre 2007 abrogeant et remplaçant l'arrêté n°160 du 11 Mai 1996 relatif aux modalités d'intéressement des saisissants et intervenant en matière de répression des infractions au code des pêches maritimes et la répartition des fonds de promotion de la pêche et de la surveillance maritime.

Article premier: le montant des parts du produits des amendes, pénalités et confiscations prononcées pour infraction

aux disposition de la loi n°2000-25 du 24 janvier 2000 portant code des pêches Maritimes modifié par l'ordonnance 20007/022 du 09 Avril 2007, affecté à l'intéressement des saisissants et intervenants et aux fonds de promotion de la pêche et de la surveillance maritime au sens de l'article 20 du décret n°89/100 du 26 juillet 1989 modifié par le décret n°96 033 du 22 avril 1996 est reparti ainsi qu'il suit:

- 14 % à l'intéressement des fonctionnaires et agents de constatation et de répression des infractions au code des pêches (5% aux saisissants et 9% aux intervenants)
- 20% au fonds de promotion de la pêche et de la surveillance Maritime
- 4% pour l'équipement et le fonctionnement du Ministère des pêches
- 10% à un fonds spécial de lutte contre la fraude et la pêche illégale.

Article 2: Les 14% pour l'intéressement des fonctionnaires et agents des constatations et de répressions des infractions au code des pêches se repartissent ainsi qu'il suit:

- 4% aux saisissants en mer
- 1% aux saisissants à terre
- 4% à la délégation à la surveillance des pêches et au contrôle en mer
- 0.85% aux membres des la Commission Consultative de transaction
- 0.15% à la Direction régionale Maritime
- 4% aux autres administrations ayant participé utilement à la constatation et à la répression des infractions

Article 3: le fonds de promotion de la pêche et de la surveillance maritime qui est de 20% est reparti ainsi qu'il suit: